



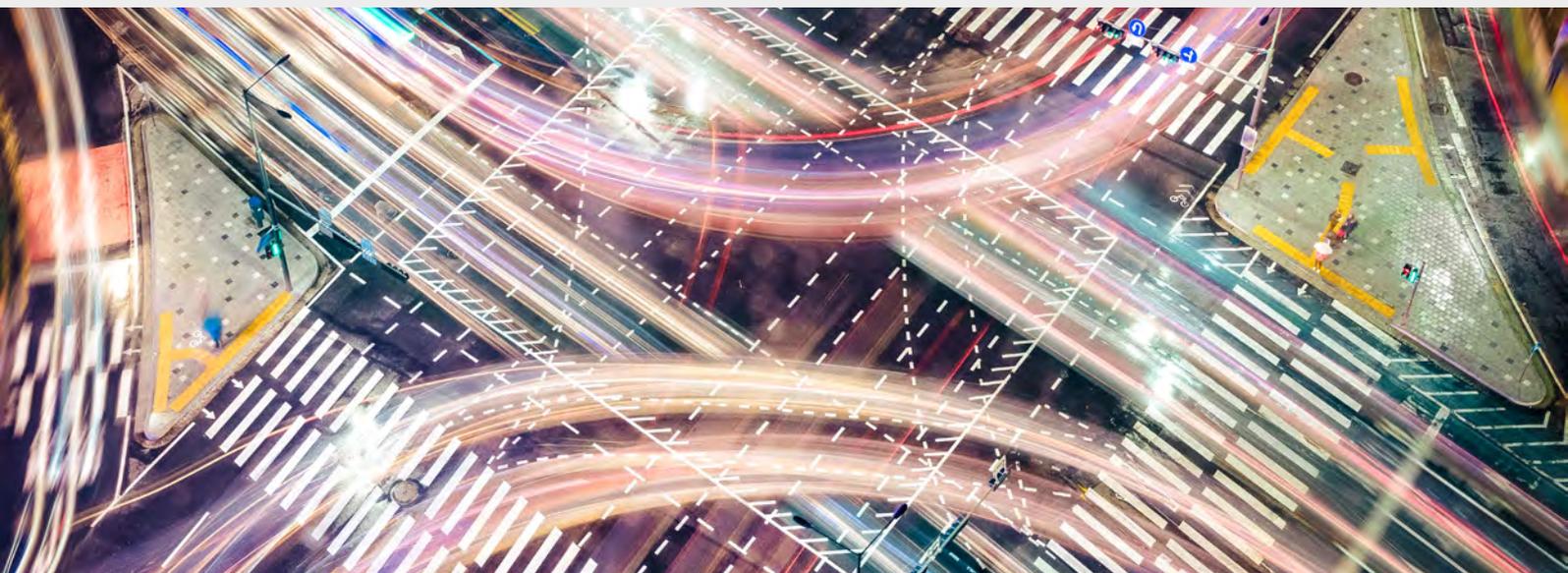
ASIA FOCUS

CHINE : L'EMPIRE DES ILLUSIONS ?

Entretien réalisé par Emmanuel Lincot, sinologue et chercheur associé à l'IRIS, avec

Pierre-Antoine Donnet / Journaliste, auteur de « Chine. L'empire des illusions »
(Saint Simon, 2023)

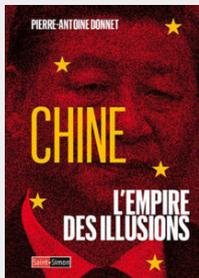
Mai 2024



ENTRETIEN AVEC



Pierre-Antoine Donnet / Journaliste, auteur de « Chine. L'empire des illusions » (Saint Simon, 2023)



Pierre-Antoine Donnet, ancien rédacteur en chef central de l'Agence France-Presse et correspondant à Pékin, Tokyo et New York, est un expert reconnu de la Chine.

PRÉSENTATION DE LA COLLECTION ASIA FOCUS

La collection « Asia Focus » propose des analyses, des entretiens avec des experts ou des acteurs, ou des notes sur des travaux majeurs produits par des spécialistes de la région. Son objectif est d'approfondir la réflexion sur des sujets d'actualité et d'offrir des éléments de compréhension sur les enjeux actuels en Asie. Les dynamiques politiques, sécuritaires, économiques, culturelles ou sociétales sont ainsi privilégiées.

Collection sous la direction de **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et **Emmanuel Lincot**, chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut Catholique de Paris et sinologue. Elle s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS.



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

EMMANUEL LINCOT : Existe-t-il un moment Xi Jinping dans l'histoire chinoise et celle du monde ?

PIERRE-ANTOINE DONNET : Depuis son arrivée au pouvoir en 2012, Xi Jinping a éliminé les uns après les autres tous ses rivaux déclarés ou putatifs en même temps qu'il a abandonné la collégialité instaurée par Deng Xiaoping en 1978 qui permettait aux membres du Bureau politique et de la Commission permanente du Parti d'être consultés et de discuter ensemble des grandes décisions politiques sur l'avenir du pays. Cette collégialité perdurait jusque-là dans les instances dirigeantes du Parti communiste chinois. Désormais seul maître à bord, il a imposé à la direction du Parti une politique agressive et conquérante qui vise essentiellement les pays voisins et les principaux partenaires de la Chine. La Chine a de ce fait pris le chemin exactement inverse de celui que prônait Deng Xiaoping pour qui la Chine devait rester humble et discrète pour gagner les cœurs des pays étrangers. La voie dans laquelle la Chine s'engage depuis 2012 est très risquée, car elle provoque depuis plusieurs années des réactions de méfiance croissante chez ses voisins et même une franche hostilité chez certains partenaires de Pékin tels que le Japon ou la Corée du Sud et, depuis peu, les Philippines. Outre les États-Unis qui sont engagés dans un bras de fer de longue haleine avec Pékin depuis des années, le Japon, la Corée du Sud, les Philippines, l'Australie, l'Inde et, dans une moindre mesure, la Nouvelle-Zélande, l'Indonésie, le Vietnam font désormais cause commune face à cette politique chinoise de menaces et de coercition. L'Union européenne, elle aussi, adopte une position nettement plus critique envers la Chine qu'elle considère maintenant comme un adversaire systémique. Les ambitions de Xi Jinping envers Taiwan sont telles qu'un conflit armé devient une possibilité que personne ne peut plus exclure. En résumé, la posture belliciste adoptée par la Chine sous la houlette de Xi Jinping risque de se retourner contre les intérêts de ce pays.

Vous rappelez (p. 20 et suiv.) que ce que nous appelons « Chine » aujourd'hui est en réalité une construction très récente. Pourquoi ?

Si la Chine s'est pendant des siècles considérée comme le centre du monde entouré de barbares, elle n'est pas la seule. Bien d'autres pays ont fait de même, convaincus d'être l'épicentre de la civilisation. En revanche, le terme « *zhongguo* » (中国, le Pays du Milieu et non pas l'Empire du Milieu, terme impropre trop souvent employé) est, pour certains sinologues et chercheurs, une invention occidentale. Pour Bill Hayton, journaliste au service international de la BBC et membre associé de l'Institut royal des affaires internationales de Londres, les dirigeants chinois n'auraient commencé à employer ce terme que très tard dans l'histoire du pays. Ce terme n'a véritablement été utilisé par les élites chinoises pour désigner

la Chine qu'à partir du début du XXe siècle avec la fondation de la République de Chine en 1912 sur les décombres de la dynastie des Qing corrompue et discréditée. Il est aujourd'hui la clé de voûte de l'argumentaire des idéologues du Parti communiste chinois fondé en 1921 qui s'en servent abondamment comme d'un instrument de puissance politique pour nourrir le nationalisme d'une Chine conquérante qui n'en finit pas de rayonner sur le monde, étonnante revanche après avoir été, selon eux, la cible et la victime de tous les impérialismes occidentaux, une allusion aux deux Guerres de l'opium.

Xi Jinping est-il avant tout stratège ou idéologue dans son rapprochement avec la Russie ?

À n'en pas douter, il s'agit d'une stratégie, car cette alliance de circonstance entre la Chine et la Russie réunit les deux pays dans une détestation commune de l'Occident. Ces derniers mois, Pékin ne se cache plus pour dire que ce rapprochement est « *sans limites* ». Pour la Russie, le soutien de la Chine est fondamental face aux sanctions occidentales, son isolement sur la scène mondiale et à la détermination affichée par les États-Unis, l'Europe et une partie de l'Asie à aider l'Ukraine à se défendre. Pour la Chine, l'intérêt est double, à la fois économique et politique. Pékin achète à vil prix du pétrole et du gaz. En même temps, ce rapprochement qui prend une tournure militaire permet à la Chine d'afficher une puissance militaire redoutable face à l'Occident, avec en toile de fond les livraisons d'armes à la Russie effectuées par la Corée du Nord et l'Iran, deux proches alliés de la Chine communiste. La Chine livre ainsi une guerre par procuration qui permet à la Russie de poursuivre cette agression contre l'Ukraine. La Chine a tout intérêt à ce que la guerre en Ukraine dure le plus longtemps possible tandis que Xi Jinping parie sur la victoire de Vladimir Poutine à terme. Là aussi un pari risqué, car si Moscou perd la guerre, Xi Jinping offrira l'image d'un dirigeant sans clairvoyance qui aura mené son pays dans une impasse géostratégique. Xi Jinping a rompu avec la prudence qui a toujours été celle de la diplomatie chinoise depuis la mort de Mao Zedong en 1976 et s'engage dans une fuite en avant dangereuse aux conséquences imprévisibles.

Les différends frontaliers entre la Chine et l'Inde peuvent-ils déboucher sur un conflit de haute intensité ?

Nous n'en sommes pas là. Ces deux rivaux historiques savent l'un et l'autre qu'un conflit serait extrêmement coûteux, tant sur le plan des pertes en vies humaines que sur celui de l'économie. Pour la Chine, une telle guerre pèserait lourd et tomberait au plus mal au moment où son économie traverse des turbulences graves et inédites. On assiste néanmoins à une posture de conquête de l'Armée populaire de libération qui ne faiblit pas, sous la conduite de

Xi Jinping, président de la Commission militaire centrale et qui, peu à peu, ne cesse de grignoter des parcelles de territoires revendiqués par l'Inde ou sous administration indienne. Il en va de même au Népal et au Bhoutan, petits pays qui n'ont guère les moyens de protester de peur de représailles économiques. Tout comme en mer de Chine méridionale, ce phénomène témoigne d'une politique de conquête clairement affichée par la Chine que celle-ci n'avait plus observée depuis plusieurs décennies. Pékin avait en effet tiré les leçons du conflit sanglant avec l'Inde en 1962 et celui avec le Vietnam en 1979 qui s'était traduit par un échec pour Pékin. Cette posture belliciste est un autre pari risqué de Xi Jinping, car rien ne dit que la Chine sera en mesure de maintenir dans le temps son désir de puissance tel qu'il est affiché ces dernières années.

Le rapprochement entre Washington et Manille augure-t-il d'une confrontation entre Pékin et ses voisins du sud de la mer de Chine ?

Ce rapprochement est, lui aussi, la conséquence de la politique belliciste de Pékin. Le pouvoir communiste, sous la direction de Xi Jinping, use de méthodes qui sont toujours les mêmes : si les sourires ne suffisent pas pour séduire et rallier un partenaire, viennent alors les menaces, des provocations et même un chantage en brandissant l'arme des représailles économiques et commerciales dont l'objectif est de contraindre l'adversaire à accepter les demandes chinoises. C'est le cas pour nombre de pays riverains de la mer de Chine méridionale. Après le départ du président philippin Rodrigo Duterte qui était accommodant avec Pékin, son successeur Ferdinand Marcos Jr a choisi de résister aux exigences chinoises. Emmanuel Lincot : Le ton est alors monté avec Pékin, processus que le régime chinois accompagne ces derniers mois d'un harcèlement militaire contre les bateaux de pêche et les navires des garde-côtes philippins à l'intérieur même des eaux territoriales des Philippines. Mais les stratèges chinois doivent aujourd'hui constater que cette politique a entièrement raté son objectif puisque Manille, nullement intimidée, a décidé de renforcer son partenariat militaire avec Washington. L'escalade actuelle en mer de Chine méridionale est dangereuse, car nul ne sait jusqu'où ira le régime chinois et où les États-Unis fixeront la ligne rouge à ne pas dépasser. Si celle-ci est franchie, le risque est réel d'une confrontation, car les États-Unis jouent leur crédibilité en Asie de l'Est. Si une telle crise n'est pas maîtrisée, elle pourrait déraiper et dégénérer vers une guerre chaude aux conséquences incalculables. La mer de Chine méridionale, une zone de presque 4 millions de km², est d'une importance stratégique cruciale puisque 70% du trafic mondial de conteneurs et un tiers du transport de pétrole y transitent. Riche en réserves halieutiques et en réserves en hydrocarbures, cet espace maritime est aujourd'hui l'une des principales zones de fractures du monde. La Chine y mène depuis plus de vingt ans un

programme de militarisation accéléré et sa revendication sur plus de 90% de la zone suscite des frictions croissantes avec les autres pays riverains que sont, sans compter Taiwan, les Philippines, l'Indonésie, Brunei, Singapour, la Malaisie et le Vietnam.

Comment expliquez-vous que la livraison du laboratoire français P4 à Wuhan n'ait pas donné lieu à davantage de débats et de précautions côté français ?

Il y avait la volonté farouche de certains responsables politiques de l'époque, dont tout particulièrement Jean-Pierre Raffarin, de coopérer avec la Chine. Les mises en garde des services compétents n'y avaient rien fait, si bien que le président de l'époque Jacques Chirac s'était laissé convaincre, victime de la naïveté ambiante à l'égard de la Chine. Cette crédulité a mené à cette coopération qui a permis à la Chine d'acquérir sans contrepartie un savoir-faire dans un domaine où elle était très en retard. Le scandale a éclaté lorsque la partie française a réalisé que le P4 était passé sous le contrôle de l'armée chinoise, mais il a rapidement été étouffé par les autorités de l'époque. Ce n'est que bien plus tard que les détails de cette opération funeste ont été connus, sans pour autant que les responsables n'en aient jamais subi les conséquences.

Paris et Pékin célèbrent le 60e anniversaire de l'établissement de leurs relations diplomatiques. Qu'espérer de ces célébrations sur le plan politique ?

La lune de miel entre la France et la Chine qu'avait engendrée l'établissement des relations diplomatiques entre Paris et Pékin n'est plus de mise. Au plus haut sommet de l'État, on a aujourd'hui pleinement conscience des enjeux et des dangers. Le pillage des technologies, l'espionnage industriel, les subventions étatiques massives aux entreprises chinoises qui faussent la concurrence sont désormais bien connus. Si bien qu'à une naïveté consternante qui a été de mise jusqu'à une période récente, succède progressivement une plus grande lucidité sur les objectifs économiques, politiques, idéologiques et géostratégiques de la Chine de Xi Jinping. Pour autant, il n'est pas question de rompre le dialogue qui demeure nécessaire, du seul fait de la taille et la puissance économique de la Chine qui ne peuvent être ignorées. Ce nouveau pragmatisme implique de la part de l'Élysée et des autorités françaises une plus grande prudence dans ses choix avec Pékin. Prudence d'ailleurs largement partagée par la plupart des 27 pays membres de l'Union européenne et la Commission européenne. Tout particulièrement de sa présidente Ursula Von der Leyen qui est à l'origine de nouveau concept du de-risking avec la Chine, formule plus souple que celle du découplage qui n'est guère

possible et qui a été adoptée par les 27 de même que par les États-Unis qui n'évoquent plus l'idée d'un découplage virtuellement impossible à mettre en œuvre.

Vous faites état dans votre livre d'un très grand nombre d'arrestations de dignitaires du régime ou de personnalités de premier plan issues du monde des affaires, de la culture et du sport. Ces arrestations sont-elles le prélude à un durcissement encore plus fort du régime ou à son effondrement ?

Ce durcissement est déjà une réalité, car l'obsession de Xi Jinping est la stabilité et la sécurité, aux dépens de l'économie qui passe au second plan. Comme c'est souvent le cas pour les despotes et dictateurs, leur obsession est celle de garder le pouvoir coûte que coûte et de leur peur d'être évincé. C'est le cas de Xi Jinping qui, outre ses rivaux, n'hésite pas à se séparer de certains de ses protégés dont il soupçonne qu'ils pourraient devenir des traîtres. Il s'entoure d'une garde rapprochée et des fidèles qui lui sont totalement dévoués. Quant à parler d'un effondrement du régime, il serait bien imprudent de le prédire à court et moyen terme. Il semble néanmoins clair que Xi Jinping est aujourd'hui de plus en plus contesté au sein du régime en raison de son exercice solitaire du pouvoir qui l'a amené à commettre des erreurs, pour certaines sérieuses. Mais il est tout aussi clair qu'il est solidement au pouvoir, et ce pour encore probablement des années. Quant à parler du long terme, l'exercice est particulièrement hasardeux du fait de l'opacité du régime chinois. En revanche, on peut constater que le doute s'installe dans la population, conséquence surtout du chômage dont les ravages sont conséquents dans une société où le système des retraites est embryonnaire et où les anciennes générations comptent sur une jeunesse confrontée à un chômage inédit et qui, de ce fait, n'ont plus les moyens financiers pour venir en aide à leurs aînés.

L'ancien président taiwanais Ma Ying-jeou a récemment rencontré Xi Jinping. Est-ce le signe d'une volonté d'apaisement entre les deux rives du détroit ?

Il n'y a aucune volonté d'apaisement avec Taiwan de la part du régime de Pékin. Bien au contraire, les menaces d'invasion, de blocus ou de guerre hybride ne cessent de se renforcer. La visite à Pékin de l'ancien président de Taiwan est celle d'un responsable du Guomintang, le parti nationaliste qui avait gouverné la République de Chine après sa création en 1912 jusqu'en 1949, date de l'arrivée au pouvoir des communistes à Pékin. Le Guomintang entretient depuis cette date une longue histoire de recherche d'accommodements et de compromis avec le PCC, mais il est aujourd'hui en perte de vitesse dans l'île. Le pouvoir de nuisance du Guomintang dans le nouvel équilibre politique taiwanais demeure important. Ce

parti joue la carte de l'apaisement avec Pékin qui est illusoire dans la mesure où les termes de celui-ci seront tous dictés par Pékin. Faut-il rappeler que le candidat du Parti démocratique progressiste (DPP), William Lai, a brillamment remporté l'élection présidentielle taiwanaise le 13 janvier dernier ? Ce même parti, le DPP, n'a cependant pas de majorité au parlement (Yuan législatif). Le gouvernement à venir qui sera formé après l'investiture du nouveau président le 20 mai prochain devra donc trouver des compromis avec l'opposition pour gouverner, y compris avec le Guomindang. C'est là le jeu démocratique dont le Guomindang entend tirer parti pour faire monter les enchères et mettre à profit son pouvoir de nuisance, dans l'espoir d'un retour en grâce auprès de la population taiwanaise.

Un peu de prospective : si Donald Trump est élu, sa politique vis-à-vis de la Chine sera-t-elle différente de celle mise en œuvre par Joe Biden ?

L'échéance électorale du 7 novembre prochain aux États-Unis est absolument fondamentale et ses résultats pèseront sur une bonne partie de la planète. Xi Jinping et son entourage tablent sur une victoire de Donald Trump qui signifierait un retour des États-Unis à un certain isolationnisme dont la Chine profiterait grandement. Tout au long de son mandat du 20 janvier 2017 au 20 janvier 2021, Donald Trump n'a tenu tête à la Chine que dans le domaine commercial et industriel. Ses options géopolitiques étaient toutes celles d'un repli de l'Amérique sur elle-même autour de son mot d'ordre Make America Great Again (MAGA). Sa réélection ouvrirait une brèche dans laquelle s'engouffraient les dirigeants chinois qui auraient alors les mains libres pour saboter l'influence américaine en Asie. L'objectif non dit, mais clair de la Chine communiste est de chasser les États-Unis de l'Asie et de les y remplacer. Joe Biden, au contraire de Donald Trump, a fait de la Chine la priorité des priorités de sa politique étrangère, bien conscient que l'avenir des États-Unis se fera autour d'une alliance aussi large que possible avec leurs alliés pour endiguer la puissance chinoise. C'est en réalité l'avenir du monde qui se jouera en novembre aux États-Unis. Pékin, mais aussi Moscou, Téhéran, Pyongyang et d'autres capitales du monde autoritaire rêvent d'une défaite de Joe Biden. Mais pour le moment personne ne se hasarderait à prédire les résultats de ce scrutin capital, quand bien même il semblerait que Donald Trump soit en train de reculer significativement dans les intentions de vote des Américains.

Vous avez travaillé dans des contextes difficiles en tant que journaliste que ce soit en Chine dans les années soixante-dix ou au Moyen-Orient. En quoi ce métier a-t-il changé ?
 Travailler à Pékin de 1984 à 1989 pour l'Agence France-Presse a été pour moi une expérience

extrêmement riche, sans doute la plus riche de toute ma carrière à l'AFP où j'ai travaillé près de quarante ans. Parlant et comprenant le mandarin couramment, j'ai eu cette chance unique de pouvoir, à Pékin, être le témoin des changements extraordinaires de la Chine de l'après-Révolution culturelle initiés par Deng Xiaoping, en particulier sur le plan économique. C'est lui qui avait remis les Chinois au travail, usant de slogans mobilisateurs tels que « *Enrichissez-vous* » ou « *Peu importe que le chat soit noir ou blanc pour peu qu'il attrape la souris* ». J'avais le privilège de pouvoir approcher les Chinois sans entrave, mon seul souci étant de garantir leur sécurité et donc de ne pas les mettre en danger en recueillant leurs témoignages. Mon travail était alors relativement libre, sachant bien que j'étais évidemment constamment surveillé. Une anecdote : pour contourner cette surveillance, j'avais fait l'acquisition d'une moto chinoise avec side-car, le même modèle que celui utilisé par la police. Cette moto était dotée d'une plaque d'immatriculation bleue, celle des véhicules utilisés par la population chinoise, et non d'une plaque noire réservée aux étrangers qui permettait aux forces de sécurité de les suivre à la trace. Avec mon casque intégral, je passais inaperçu et pouvait ainsi échapper à cette surveillance. Cela a duré un peu plus d'un an, jusqu'à ce que mes « *anges gardiens* » s'en rendent compte. La plaque noire pour les motos devint alors obligatoire. Mais dans l'ensemble, je n'ai guère subi de restrictions dans mon travail de journaliste, sauf sur la question du Tibet où je m'étais rendu une fois en août 1985 et d'où j'avais envoyé des dépêches critiques sur le spectacle de désolation que j'y avais vu. Les autorités m'avaient alors convoqué au Département de l'Information du ministère des Affaires étrangères pour « *boire le thé* », formule bien connue qui signifiait et signifie toujours une séance d'explications. Ils m'avaient alors clairement dit que je ne serai plus jamais autorisé à y retourner. Cette situation a très nettement empiré depuis pour mes confrères qui travaillent en Chine. Il est fréquent qu'ils subissent des menaces, directes ou indirectes, y compris pour leur famille. La surveillance est devenue constante et omniprésente, surtout pour ceux qui parlent le chinois. Plus tard, au Japon, mon travail de correspondant se faisait sans entraves. Au Moyen-Orient aussi, bien que dans cette région devenue explosive, il me fallait observer très strictement les règles de base de l'AFP qui sont celles d'une information vérifiée, les faits et rien que les faits avant l'analyse et éviter des propos inflammatoires ou violents. Étant à cette époque rédacteur en chef régional, j'avais pour mission de garantir l'application en tous lieux de ces règles pour tous les journalistes de l'AFP dans la région, y compris bien entendu en Israël et dans les Territoires palestiniens occupés, dont bien sûr à Gaza où je m'étais rendu à deux reprises. J'ai réalisé les dangers qui sont ceux des journalistes en me rendant à deux reprises à Bagdad. J'ai vu pendant ces cinq années, de 2000 à 2005, ce que peut être le courage de mes confrères de travailler dans des circonstances de dangers extrêmes telles que de continuer à travailler à Bagdad pendant les bombardements américains sur le Palais présidentiel dans la capitale irakienne. Le travail d'un journaliste est devenu aujourd'hui beaucoup plus difficile qu'il ne l'était dans

les années quatre-vingt pour de multiples raisons : les exigences de sécurité face au danger, l'exigence toujours plus compliquée d'une couverture irréfutable dans des situations d'une complexité toujours plus grande et la présence elle aussi toujours plus prégnante de la désinformation. Garantir une information équilibrée, juste et vérifiée, lutter contre la désinformation est aujourd'hui une priorité pour les journalistes partout où ils sont, y compris bien sûr en Chine. Cela a été ma mission principale lorsque j'avais été nommé rédacteur-en-chef central de l'AFP à mon retour du Moyen-Orient.

La loi sur la sécurité nationale promulguée en 2020 à Hong Kong s'applique en réalité à l'ensemble du territoire national. Elle fait de tout étranger ou de sa rencontre pour un ressortissant chinois soit un espion en puissance soit un risque de se voir accusé de collusion avec une puissance étrangère. Il existe donc un danger potentiel à y exercer le métier de journaliste. Or, comment rendre compte d'une réalité si le pays se ferme ?

Danger pour les journalistes il y a en effet. Ce danger est croissant. Réaliser des interviews avec la population chinoise est devenu elle aussi d'une très grande complexité, ce qui renforce encore plus leurs inquiétudes. Ce danger a pour effet de les amener à exercer une autocensure dans leur couverture de la Chine, de peur de voir leur accréditation supprimée et leur visa non renouvelé. Cette épée de Damoclès qui les menace est particulièrement efficace pour les journalistes pigistes sans contrat à long terme conclu avec leur employeur de même. La menace concerne également correspondants de petits journaux ou médias paraissant en Occident. Ces derniers ont parfaitement conscience qu'ils n'auraient aucun soutien réel de leur employeur en cas de gros pépin avec l'administration chinoise. Un texte de loi qui a été récemment adopté par l'Assemblée nationale populaire (ANP) renforce notablement les risques encourus par les médias étrangers de même que les patrons d'entreprises étrangères, car il adopte de nouvelles règles concernant l'espionnage aux contours assez flous et dont la cible principale est les étrangers, que ce soient les journalistes, les chercheurs ou les hommes d'affaires. Rendre compte de la réalité économique, sociale et politique de la Chine devient de ce fait un exercice de plus en plus difficile. Mais il faut bien se rendre à l'évidence : c'est là le but recherché par le régime et son maître du moment Xi Jinping. Les journalistes étrangers en Chine sont tolérés, mais détestés.

Le chancelier allemand Olaf Scholz s'est rendu en avril dernier en Chine. Partisan d'une coopération tous azimuts, son engagement s'est fait manifestement sans tenir compte d'une stratégie européenne concertée, et notamment vis-à-vis de la France. La politique étrangère

respectivement de la France et de l'Allemagne vis-à-vis de la Chine révèle-t-elle que le couple franco-allemand a vécu ?

Cette visite a été, au bas mot, maladroite, sinon même une preuve supplémentaire de la naïveté dont font toujours preuve les dirigeants occidentaux à l'égard de la Chine. Tout comme cela avait été le cas l'an dernier lors de la visite d'Emmanuel Macron, le chancelier allemand a été le jouet de son hôte Xi Jinping. La presse officielle du régime de Pékin en a fait un sujet de propagande. Ainsi le Huanqiu Shibao, journal dont les accents nationalistes n'échappent à personne, écrit-il le 17 avril : « *la Chine et l'Allemagne ont lancé un puissant message de coopération bénéfique pour les deux parties et pour la stabilité dans le monde* ». Le dialogue entre Olaf Scholtz et Xi Jinping a « *clarifié l'orientation des relations sino-européennes* », ajoute ce journal. La réalité est celle-ci : le chancelier allemand s'est rendu à Pékin sans aucune concertation avec les autres capitales européennes. Il s'est comporté en franc-tireur et, visiblement, a ostensiblement et volontairement dansé dans la main de Xi Jinping. Une fois de plus, il a donc joué perso, au détriment de la volonté affichée à Bruxelles de surmonter ses divisions et de coordonner entre les 27 une politique concertée envers la Chine. Sa visite prouve le contraire : l'Europe demeure divisée et, de la sorte, fait le jeu de Pékin qui n'a jamais fait mystère du fait que son but est de diviser pour régner et de considérer l'Union européenne comme un outil politique contre les États-Unis.

Tout en appelant les différents protagonistes à la retenue, la Chine ne semble pas vouloir proposer un plan de paix pour le conflit israélo-palestinien comparable à celui qui avait réuni autour du conflit yéménite l'Arabie saoudite et l'Iran. Pékin à l'instar de Moscou ne dissimule d'ailleurs pas son soutien Téhéran dans la crise qui l'oppose à Tel-Aviv. Pourquoi ?

Sans jamais le dire, le régime de Pékin espère une extension à tout le Moyen-Orient du conflit israélo-palestinien. Pékin, tout comme Moscou et Téhéran, partage un intérêt commun à ce que le Moyen-Orient tout entier s'enflamme. Pour l'Iran ce serait là une chance unique de retrouver le pouvoir de nuisance qui est le sien dans la région. L'Iran avait été considérablement alarmé par la perspective de la reconnaissance imminente d'Israël par l'Arabie saoudite. Pour de nombreux observateurs, il faut chercher là l'une des raisons de l'attaque du Hamas du 7 octobre sur Israël. Téhéran redoutait cette échéance qui aurait eu pour conséquence une marginalisation supplémentaire de l'Iran dans la région. Pour Moscou, cela permettrait de détourner un peu plus l'attention du monde de la guerre en Ukraine vers cette région au moment où la volonté occidentale d'aider l'Ukraine présente des signes d'essoufflement. Pour la Chine, ce serait une occasion rêvée pour que les États-Unis soient contraints de concentrer encore davantage ses forces militaires sur l'aide à Israël et limiter la

casse dans une région où Washington ne peut faire autrement que de constater que son influence fond comme neige au soleil. Il en résulterait, de façon automatique, un affaiblissement de la présence militaire des États-Unis en Asie de l'Est. Ce troisième front qui existe déjà depuis le 7 octobre s'ajoute à celui de l'aide à l'Ukraine et la défense de Taiwan et des intérêts américains en Asie de l'Est. Le Japon observe de très près cette évolution, car il est aux premières loges s'agissant du caractère belliqueux de la Chine dans cette zone. De ce fait, un Moyen-Orient à feu et à sang donnerait à ce troisième front une importance telle qu'il n'est pas exclu que Pékin en profite pour renforcer notablement ses menaces militaires contre Taiwan et ses manœuvres militaires en mer de Chine méridionale, avec des conséquences aussi imprévisibles que dangereuses.

La visite en France du Président Xi Jinping serait précédée d'une visite en Serbie. Comment l'interprétez-vous ?

Elle devrait être précédée aussi d'une étape à Budapest qui mettrait en lumière la volonté de Pékin de donner la priorité à ses « amis » en Europe que sont la Hongrie et la Serbie. Ce serait en même temps un merveilleux pied de nez diplomatique infligé au président français puisque la Chine réduirait ainsi l'importance donnée à la France qui ne serait que la troisième étape de la visite du président chinois. Selon les rares informations qui filtrent à l'Élysée sur cette visite, les discussions entre Paris et Pékin sont difficiles et délicates. Pour Paris, il est important de ne pas répéter l'image désastreuse qu'avait donné la visite d'Emmanuel Macron en juin l'an dernier, dont en particulier les déclarations sur Taiwan qui avaient jeté un froid chez certains pays européens, en particulier les pays baltes et la Pologne qui y avaient vu l'expression publique d'une sorte de soumission de la France aux diktats de la Chine. Aux États-Unis, elles avaient également mis en lumière, une fois de plus, le fait que faire confiance à la France demeure un jeu dangereux et que le chef de l'État français restait un dirigeant imprévisible sur des sujets géostratégiques de la plus haute importance. Si Washington était resté prudent dans ses réactions officielles, en privé, les commentaires avaient été acerbes. Au Japon, le fait que Emmanuel Macron s'était opposé à l'ouverture d'un bureau de l'OTAN à Tokyo avait été fraîchement accueilli. À Taiwan, les réactions officielles avaient aussi été nécessairement prudentes, mais de façon non officielle, Taipei avait manifesté un grand désarroi. Il semblerait que plusieurs demandes de Pékin aient été ainsi rejetées, dont celle d'un fastueux dîner d'État dans la galerie des Glaces du château de Versailles. Les discussions butent également sur la demande exprimée par Pékin de garantir au président chinois une tribune politique officielle forte. Il n'y aura, bien entendu, pas de prise de parole de Xi Jinping au Sénat ou à l'Assemblée nationale. Enfin, le chef de l'État chinois se déplace généralement accompagné de très

nombreux personnels chargés de sa sécurité. Pékin exige en particulier que toute forme de contestation de rue ou de protestation soit impossible sur son passage et tenue à distance. Ce 60e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et la Chine sera donc probablement sans lustre excessif. L'accent sera mis sur le commerce et non la chose politique. Les discours seront ronflants, mais le contenu réel bien maigre. Il faudra sauver les apparences dans des relations compliquées, car pour beaucoup de diplomates français dont les propos ne sont évidemment pas publics, les temps ont changé et les masques sont enfin tombés entre Paris et Pékin.

Des corridors alternatifs (sino-birman, sino-pakistanaï) ont été créés par la Chine pour répondre au dilemme de Malacca. Sont-ils pour autant si sûrs que Pékin le prétend ?

La Birmanie est devenue un sujet de préoccupation majeur pour Pékin. Les succès militaires de la résistance birmane de ces dernières semaines contre la junte résonnent étrangement à Zhongnanhai. Ils pourraient préfigurer la chute de la junte et la victoire des protagonistes favorables au rétablissement du jeu démocratique en Birmanie au détriment du jeu diplomatico-militaire que mène Pékin chez son voisin birman. La présence chinoise en Birmanie est depuis longtemps honnie par une partie de la population birmane qui la considère comme une forme de tutelle insupportable et contraire à la souveraineté birmane. Les intérêts industriels et économiques ont de nombreuses fois été la cible de la colère de la rue en Birmanie. Des sites industriels et des magasins tenus par des Chinois ont été incendiés et pillés. S'agissant du Pakistan, la colère gronde également contre l'ingérence chinoise et les projets pharaoniques menés dans ce pays par la Chine. En témoignent les nombreux attentats visant les intérêts chinois : autobus attaqués faisant de nombreux morts, sites industriels pris pour cibles. Le 26 mars, une attaque terroriste contre un véhicule a fait six morts, cinq ressortissants chinois et leur chauffeur pakistanaï à Shangla, un district de la province de Khyber-Pakhtunkhwa, frontalière de l'Afghanistan dans le nord du pays où les groupes talibans pakistanaï multiplient les attaques ces dernières années. Cette temporalité interroge : cet attentat survient moins d'une semaine après une attaque à l'arme à feu qui avait déjà visé un convoi transportant des citoyens chinois à l'extérieur du port de Gwadar, situé dans le sud-ouest de la province du Baloutchistan, à l'autre bout du Pakistan. En juillet 2021, neuf ressortissants chinois avaient déjà été tués dans une explosion alors qu'ils se rendaient vers le site du fameux barrage de Dasu. Que ce soit au port de Gwadar, dans le sud-ouest de pays, ou dans les montages de Shangla, tout au nord, c'est manifestement le corridor économique Chine-Pakistan (CECP) qui est visé. Décidément rien ne va plus dans l'amitié éternelle entre la

Chine et le Pakistan. Or ce pays représente un maillon clé dans le programme pharaonique des Nouvelles routes de la soie.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.